

## Services économiques d'EDC



**Glen Hodgson**  
**Vice-président et économiste en chef adjoint**  
*ghodgson@edc.ca*

**Mai 2004**

---

### Réchauffement des marchés émergents

EDC et son actionnaire, le gouvernement canadien, essaient depuis des années de faire comprendre l'importance des marchés émergents – les pays en développement plus avancés – comme autres destinations d'exportation et d'investissement pour les entreprises canadiennes, mais avec plus ou moins de succès, si l'on en croit les statistiques commerciales.

Puis, soudain, on s'intéresse aux marchés émergents. Dans le dernier discours du Trône, le gouvernement qualifie les principaux marchés émergents de nouvelles frontières de possibilités commerciales. Le magazine Profit vient de consacrer plusieurs pages aux affaires sur les marchés émergents. Ces marchés sont présentés aux Canadiens comme des endroits où les exportateurs et les investisseurs peuvent trouver de nouveaux clients et un dynamisme qu'on ne voit pas sur les marchés des pays industriels traditionnels. Même quand les choses tournent mal – comme l'échec des négociations de l'OMC à Cancun, à la fin de 2003 –, un groupe central de marchés émergents se taille une place beaucoup plus importante sur la scène internationale en formant un bloc d'intérêts économiques et commerciaux communs, et en se serrant les coudes. Que se passe-t-il donc? Depuis quand les marchés émergents sont-ils attrayants?

Nous voyons trois raisons à ce profil rehaussé. Comme EDC vient de l'expliquer dans ses Prévisions à l'exportation du printemps 2004 intitulées « Marée haute », le monde a amorcé sa première reprise économique synchronisée en près de 10 ans. Une demande d'exportations et d'investissements internationaux plus forte se dessine en même temps sur de nombreux fronts. Des cours du pétrole élevés et des prix des produits de base en hausse sont signes d'embellie économique pour beaucoup de pays en développement exportateurs de pétrole et de produits de base. De même, de faibles taux d'intérêt réels et nominaux incitent les investisseurs à rechercher de meilleurs rendements dans des endroits inhabituels, alors même que la mondialisation intègre davantage les économies émergentes dans les chaînes d'approvisionnement mondiales du courant économique dominant. Les capitaux affluent donc sur les marchés émergents et, conséquence, les écarts obligataires n'ont jamais été aussi minces en 10 ans et on s'attend à un redémarrage de l'investissement direct étranger. La marée est bel et bien haute, et elle soulève même les navires les plus grinçants.

Cependant, une marée haute peut également cacher de dangereux récifs, y compris le risque de tassement durable de la croissance dans de nombreux pays industriels d'Europe occidentale et au Japon. Pour beaucoup de pays industriels, la croissance économique annuelle normale est retombée à 2 %, voire moins. Leurs populations

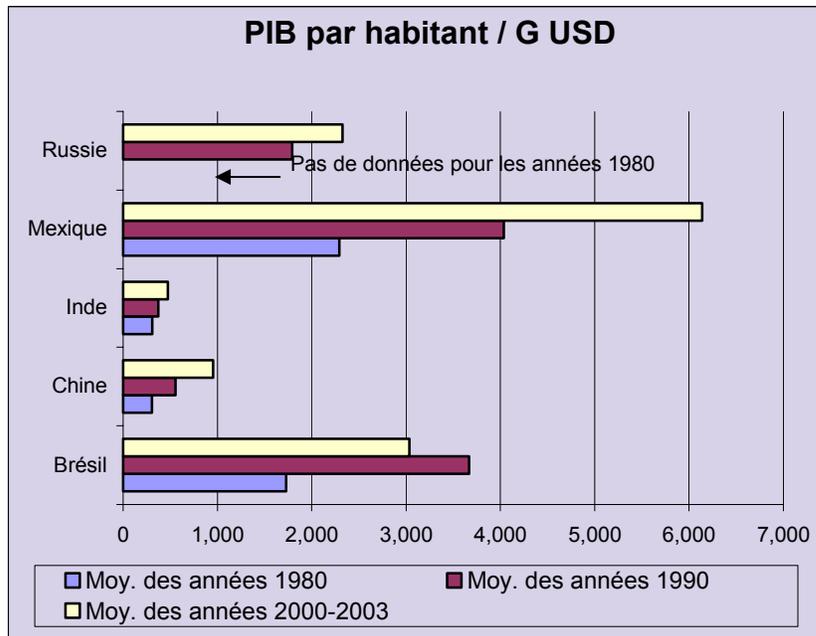
vieillissent et certains, comme l'Italie, sont déjà confrontés à une diminution de la base de peuplement. Ils sont aussi confrontés à de graves problèmes structurels – déficits budgétaires et fardeau de la dette, rigidité du marché du travail, hausse du coût des retraites et des soins de santé, masse de prêts non productifs dans leur système bancaire, et confusion quant à savoir s'ils devraient viser à exporter des capitaux ou à importer de nouveaux travailleurs pour payer les retraites de leur population active vieillissante. Les revenus réels et le pouvoir d'achat restent élevés en Europe occidentale et au Japon, mais les populations vieillissantes et les problèmes structurels font de ces pays des marchés d'exportation et d'investissement moins intéressants.

Plus important encore, beaucoup de marchés émergents prennent des mesures positives pour améliorer leur potentiel et leur performance économiques et pour devenir des lieux d'affaires plus attrayants. Le commerce augmente en tant que part du PIB et l'investissement direct étranger entrant est souvent un facteur clé de leur croissance et de leurs échanges commerciaux. Bien des pays au marché émergent pourraient figurer sur la liste des marchés intéressants en raison de leur performance et de leur potentiel, y compris des pays aussi différents que l'Algérie, la Slovaquie, le Chili, l'Afrique du Sud, le Pérou, la Lettonie et la Thaïlande. Nous nous concentrerons sur cinq grands marchés émergents, à savoir le Mexique, le Brésil, la Chine, l'Inde et la Russie, qui offrent le plus de potentiel pour les entreprises et les décideurs canadiens en raison de leur performance économique et de la taille de leur marché.

La classe moyenne naissante de consommateurs ayant un revenu disponible est un élément commun qui devrait attirer exportateurs et investisseurs vers ces pays. Il n'existe pas de définition commune de « classe moyenne » sur les marchés émergents, mais une étude universitaire récente estime qu'un revenu par habitant de 6 000 USD ou plus sur ces marchés donne aux personnes assez de revenu discrétionnaire pour consommer des choses comme des biens durables et des produits alimentaires chers<sup>1</sup>. Nous utiliserons ce point de repère, et l'analyse connexe, pour repérer le segment de marché de classe moyenne existant sur les cinq grands marchés émergents suivants.

---

<sup>1</sup> Benjamin Senauer et Linda Goetz, « The Growing Middle Class in Developing Countries and the Market for High-Value Food Products », préparé pour le USDA Economic Research Service, février 2003.



Commençons notre tournée des pays par le Mexique, qui fait des bonds en avant grâce à une série d'événements positifs. Son entrée dans l'ALENA, il y a 10 ans, a convaincu les Mexicains comme les étrangers que les méthodes protectionnistes et interventionnistes classiques ne seraient pas la norme politique dans le pays au XXI<sup>e</sup> siècle. Le Mexique a assaini sa politique macro-économique, en partie à cause de la crise du peso de 1994 que les dirigeants mexicains successifs ont juré de ne pas laisser se répéter. Les politiques budgétaires et monétaires visent fermement à présent à la stabilité des prix et à la viabilité des comptes publics. Le Mexique a réussi à poursuivre des réformes politiques graduelles et, pour finir, le PRI<sup>2</sup> a dû laisser un autre parti former le gouvernement national pour la première fois en 80 ans. Ces événements ont permis au Mexique d'avoir une cote de solvabilité élevée et d'élargir la classe moyenne à 45 millions de consommateurs, soit 46 % de la population. Le programme de réformes politiques intérieures mexicain est loin d'être terminé, mais le Mexique tient un nouveau discours politique plus mûr dans lequel il cherchera de plus en plus des points de comparaison avec les pays du Nord et pas du Sud.

La Chine est l'économie qui enregistre la plus forte croissance à l'heure actuelle. On pourrait croire à un succès du jour au lendemain, mais en réalité, la Chine a amorcé il y a 25 ans un programme de réformes économiques axées sur le marché. Elle enregistre depuis le milieu des années 1990 des taux de croissance annuelle réelle de 7 % à 8 %, voire plus, malgré la crise asiatique de 1997 et les défis que représente le maintien d'un taux de change fixe par rapport à l'USD, pierre angulaire de ces réformes. La part de la Chine dans le commerce mondial devrait doubler de 2000 à 2005, pour atteindre 6 %. La société est encore largement paysanne et rurale, et les disparités sont énormes entre les villes et la campagne, mais la classe moyenne urbaine chinoise dépasse déjà les 250 millions de personnes et pourrait atteindre les 400 millions en 2010, soit 30 % de la population. En bref, la Chine est au beau milieu d'une transformation économique tout à fait spectaculaire, ce qui lui permet de retrouver son statut de grande puissance pour la

<sup>2</sup> PRI = Partido Revolucionario Institucional, ou Parti révolutionnaire institutionnel, bel oxymoron.

première fois en plus de 150 ans. Elle offre d'immenses possibilités, tant comme marché final que comme source de main-d'œuvre à plus faible coût dans les chaînes de production mondiales des entreprises.

Le revenu par habitant est encore faible en Inde – inférieur à 600 USD – et le passage du pays au statut de marché émergent est plus subtil. La classe moyenne représente encore moins de 10 % de la population indienne, mais cela donne 90 millions de consommateurs disposant d'un revenu discrétionnaire croissant. D'un taux de croissance moyen de 3,5 % dans les années 1980, qui rattrapait à peine le taux de croissance démographique et permettait tout juste de maintenir le revenu réel par habitant, l'Inde est peu à peu passée à un monde de croissance annuelle de 6 %, grâce à des réformes politiques intérieures qui ont davantage libéré les forces du marché, mais aussi au fait que le pays profite des forces mondiales des services d'information. La chaîne d'approvisionnement mondial de la technologie de l'information se désagrège lentement depuis deux décennies, et certains de ces services d'information, comme le traitement de données, l'entrée de codes et les téléc centres, sont devenus des produits. Ces activités se déplacent vers l'Inde, qui a assez de connaissances techniques en technologie de l'information, dont les coûts salariaux sont inférieurs et où l'anglais est parlé par beaucoup. Donc, l'Inde est devenue un exportateur croissant et important de services d'information, ce qui contribue à une croissance durable plus forte. La croissance indienne atteignait 8 % à la fin de 2003, en partie grâce à une très bonne récolte, et son taux de croissance annuel durable pourrait dépasser les 6 %, si elle ouvre vraiment son économie aux avantages du libre-échange.

Le parcours économique du Brésil a connu beaucoup de méandres, avec des périodes d'hyperinflation, des crises de la dette extérieure et des chocs dus à des dévaluations. Depuis la dévaluation de 1998, le Brésil s'est discrètement attaché à renforcer ses politiques budgétaires et à moins dépendre des emprunts extérieurs, tout en s'ouvrant plus à l'investissement étranger direct. Le pays a de nouveau frôlé la crise à l'approche de l'élection présidentielle de 2003, avec une dépréciation rapide et une flambée de la prime de risque sur sa dette extérieure, mais Lula fait ce qu'il faut depuis qu'il a pris ses fonctions. Les excédents de fonctionnement sont maintenant supérieurs à 4 % du PIB et les taux d'intérêt réels restent très élevés afin de renforcer la confiance des créanciers étrangers et des entreprises locales. Une réforme des retraites et une réforme budgétaire, toutes deux cruciales, ont été amorcées, mais le consensus social autour de la réforme structurelle demeure fragile. Cependant, le pays renforce la confiance des investisseurs au détriment de la croissance économique, et Lula y perd en popularité auprès de l'électorat ouvrier. La répartition du revenu reste très inégale et, si la classe moyenne comprend 50 millions de consommateurs, ceux-ci ne représentent que le tiers de la population du pays. Le défi pour le Brésil à présent est de renouer avec une croissance économique plus élevée et d'en faire profiter plus de Brésiliens, plus équitablement, et voilà en fait un demi-siècle qu'il s'efforce de le relever. S'il y parvient, il cessera peut-être enfin d'être le « pays de l'avenir » pour devenir un pays d'aujourd'hui.

Enfin, la Russie connaît elle aussi un parcours mouvementé depuis l'effondrement du communisme, à la fin des années 1980. Dans les premiers temps, il y a eu des tentatives de coup d'État, des dérapages dans la politique économique, une hyperinflation, des crises monétaires et le bradage de biens de l'État au profit des « oligarques ». Le pays a touché le fond en 1998, quand il s'est retrouvé en défaut de paiement sur sa dette extérieure. L'arrivée de Vladimir Poutine à la présidence a marqué

un tournant. La gouvernance nationale est devenue plus cohérente et prévisible, même si elle ne répond pas toujours aux attentes occidentales en matière de démocratie. La production russe d'hydrocarbures a peu à peu retrouvé ses niveaux de la fin des années 1980, et la consommation d'énergie nationale a beaucoup baissé et s'est nettement rationalisée par rapport à l'ère soviétique, ce qui signifie que le pays peut exporter les deux tiers de sa production d'énergie. Elle rivalise maintenant avec l'Arabie saoudite pour le rang de premier exportateur mondial de pétrole. Grâce aux cours élevés du pétrole et du gaz naturel, la Russie a enregistré une croissance économique de 8 % (a/a) au premier trimestre de 2004. La croissance devrait dépasser les 6 % pour l'année. Si l'on ajoute à cela les quelque 65 millions de consommateurs qui composent la classe moyenne (45 % de la population), le marché russe mérite qu'on s'y intéresse. Les problèmes demeurent certes nombreux, y compris la disparité croissante entre un secteur de l'énergie en pleine expansion et le reste de l'économie, et une base de peuplement qui diminue à cause du recul de l'espérance de vie. Cependant, l'avenir de la Russie semble bien meilleur aujourd'hui qu'en 1990 ou 1998.

Conclusion? La reprise économique mondiale synchronisée fait que l'on remarque plus que les marchés émergents offrent des possibilités de commerce et d'investissement pour les entreprises canadiennes. Ils sont très intéressants par rapport à de nombreuses économies développées arrivées à maturité et en raison des mesures qu'ils ont eux-mêmes prises pour améliorer leur performance économique et parvenir à une plus grande maturité politique et stratégique. Nous ne devrions pas nous étonner si des marchés émergents occupent une part croissante de la scène politique et financière dans les années à venir et ce, à raison.

---

*Les opinions exprimées dans le présent article sont celles de l'auteur mais pas nécessairement celles d'Exportation et développement Canada.*